

*Les subsides*

avons trouvé 75 personnes rassemblées pour poser des questions et exprimer leurs inquiétudes au sujet de la distribution du courrier en zone rurale.

En fait, ces localités sont menacées maintenant par le plan général que le Cabinet du premier ministre (M. Mulroney) a approuvé le mois dernier, et qui prévoit la fermeture de ces bureaux de poste à la première occasion et la suppression du service de distribution rurale du courrier, qui sera remplacé par une quelconque boîte postale multiple. Les gens qui sont habitués à un bon service postal, bien qu'ils aient assisté à diverses détériorations ces dernières années, voient maintenant qu'on leur supprime la livraison à domicile. Ils s'aperçoivent que le gouvernement est disposé à invoquer la réduction du déficit de la Société canadienne des postes pour justifier l'augmentation du coût du service postal. Le fond du problème, c'est que l'accès aux services des Postes leur coûtera trop cher. Je trouve scandaleux que le député de Crowfoot (M. Malone) et d'autres ministériels des régions rurales qui ont siégé au comité jeudi et qui ont interrompu la discussion sur l'augmentation du tarif postal dont on aurait dû tenir compte dans le contexte de l'étude des services postaux en milieu rural posent aujourd'hui des questions sur le genre de service que les gens ont reçu depuis deux ans. Le service ne fera qu'empirer.

Il faut penser qu'on ne supprimera pas le déficit de Postes Canada en réduisant les services. Si le gouvernement précédent et le gouvernement actuel avaient autorisé Postes Canada à offrir des services comme la livraison des colis et le courrier électronique alors qu'on a autorisé l'expérience avec Distribution aux consommateurs, le déficit aurait été couvert. Dans ce cas, les habitants des régions rurales du Canada ne seraient pas obligés de payer beaucoup plus cher pour recevoir leur courrier. Ils ne devraient pas déboursier des centaines de dollars, dans bien des cas, pour recevoir leur courrier parce que Postes Canada essaie de réduire son déficit.

Un plan d'entreprise logique devrait tenir compte des besoins globaux des Canadiens et permettre à Postes Canada d'étendre ses activités plutôt que de les réduire. En se préoccupant de réduire les services de Postes Canada au lieu de reconnaître les besoins des campagnards, tandis que les entreprises privées du pays font des bénéfices, on s'attaque aux régions rurales avec l'appui des ministériels de l'arrière-ban. C'est tout simplement scandaleux. Mes électeurs ne le toléreront pas, quoi qu'en pensent ceux des députés d'en face.

**M. Boudria:** Madame la Présidente, pour commencer, le service postal rural ne peut pas couvrir ses frais. Si on veut faire des bénéfices avec le service postal rural, que les députés des régions rurales essaient d'en persuader leurs électeurs s'ils croient que c'est possible. On ne peut pas faire une bonne affaire en livrant le courrier dans les régions rurales. C'est pourquoi on parle de service postal et non d'entreprise postale. Voilà ce que c'est.

Ensuite, pour parler de la poste rurale, du genre de services qu'elle offre et de son caractère indispensable pour les habitants des campagnes, je me baserai sur la rencontre que j'ai eue cet après-midi avec l'association des facteurs et leurs assistants. On m'a dit à cette réunion que dans les régions rurales, un grand nombre de personnes âgées reçoivent encore des médicaments, de la nourriture et des vêtements par la poste. Elles reçoivent des articles contre remboursement. C'est un

service de Postes Canada que les campagnards utilisent. Ils vivent loin des villes, et ils en ont besoin. Pour ces gens-là, recevoir des médicaments par la poste n'est pas simplement pratique. Dans bien des cas, c'est le seul moyen qu'ils ont de se les procurer. Il serait temps de commencer à y réfléchir. Certains députés d'en face disent que beaucoup de choses ont changé, comme si l'on ne parlait de service postal que par nostalgie. Pas du tout. C'est quelque chose dont nous avons besoin, dont ces gens ont besoin. Ils ont parfaitement le droit de l'exiger du gouvernement.

**M. McKenzie:** Madame la Présidente, j'aimerais faire quelques remarques. Je ne sais pas où étaient le député et les autres députés du parti libéral quand ils ont laissé la situation de la Société canadienne des Postes se détériorer à un tel point. C'est le gouvernement libéral qui nous a légué cette pagaille. Sous les libéraux, la Société n'a pas fait d'investissement en biens d'équipements, ce qui nous a conduits à la situation que veut maintenant redresser notre gouvernement. La flotte de véhicules de transport a presque deux fois l'âge optimum pour une compagnie de transport. Il n'y a pas eu d'investissements sérieux dans le matériel de triage, qui a parfois 30 ans. Il faut donc trouver de l'argent pour acheter de nouvelles machines de triage. Pourquoi le parti libéral ne l'a-t-il pas fait quand il était au gouvernement? Notre gouvernement va faire d'importants investissements dans ce domaine au cours de l'année financière actuelle et de la prochaine pour améliorer la base de capital et améliorer par conséquent le niveau des services postaux.

C'est le gouvernement libéral, à l'époque où Postes Canada était encore un ministère, qui a négocié avec les syndicats les conventions qui ont freiné l'efficacité de la direction et établi une échelle de traitement des syndiqués hors de proportion avec ce qui se fait dans le secteur privé. Ce sont les règlements dont ils ont alors convenu qui sont la principale raison des difficultés financières de la Société canadienne des postes.

Je tiens à vous signaler, madame la Présidente, que nous occupons de cette situation. La Commission canadienne des relations de travail s'efforce avec les syndicats et Postes Canada de réduire le nombre de syndicats qui a été une source de graves problèmes fonctionnels pour la société. Il y a environ 29 conventions collectives. J'entends grommeler du côté du NPD. Les syndicats reconnaissent qu'ils n'ont pas besoin d'autant de conventions collectives et que nous n'avons pas besoin d'une myriade de syndicats à la Société canadienne des Postes. Nous nous efforçons de régler ce problème et nous prenons des mesures énergiques. Nous ne fermons pas les yeux sur les difficultés, comme l'ont fait les libéraux pendant toutes les années où ils ont exercé le pouvoir.

• (1730)

Quelle est la raison d'être de ce fouillis? Si les libéraux sont si brillants, si vraiment ils connaissent tout et possèdent toutes les réponses, pourquoi donc n'ont-ils pas utilisé leur matière grise à l'époque où ils exerçaient le pouvoir? C'est ridicule de leur part de blâmer maintenant Postes Canada et de nous reprocher de prendre des mesures énergiques, ce qu'ils auraient dû faire et n'ont pas fait pendant les 20 années où ils ont exercé le pouvoir.

**M. Boudria:** Je ne peux pas répondre? Comme j'aurais aimé le faire!